

LIBOURNAIS

Un plan pour permettre aux petites communes de s'équiper en LED

Pas moins de 34 communes du Libournais bénéficient de ce plan élaboré avec le Syndicat départemental énergie et environnement. Un plan à 1,5 million d'euros

Philippe Belhache
p.belhache@sudouest.fr

Atténuer l'impact écologique dans un contexte de dérèglement climatique, lutter contre les pollutions, respecter les écosystèmes... Mais aussi, ce qui n'est pas rien, économiser sur la consommation électrique ou tout du moins éviter de voir la facture exploser à la faveur de la renégociation des contrats. Ce sont les lignes fortes du programme de rénovation énergétique mis en place par le Syndicat intercommunal d'électrification (SIE) de Saint-Philippe-d'Aiguilhe, présidé par le maire de Saint-Magne-de-Castillon, Daniel Fénelon, qui regroupe 34 communes rurales, et du Syndicat départemental énergie et environnement de Gironde (Sdeeg). Un investissement de 1,543 million d'euros hors taxes.

« C'est une très belle opération, rappelle Michel Vacher, maire du Fieu et vice-président du SIE, venu rencontrer les élus de Saint-Sauveur-de-Puynormand. Les travaux ont commencé cette année. Nous avons pu



Les élus de Saint-Sauveur-de-Puynormand réunis autour de Michel Vacher, vice-président du SIE Saint-Philippe-d'Aiguilhe, et Sébastien Pinaquy, chargé de projet. PH. B.

bénéficier d'une aide de l'État à hauteur de 231 000 euros, du Certificat d'économies d'énergie pour 138 000 euros et d'une aide financière du Sdeeg de 160 000 euros. Ce qui laisse un peu plus d'un million d'euros à charge du Sdeeg.»

L'ombre de Linky

Neuf communes se sont déjà vues dotées de LED dans la première tranche de travaux. Les autres vont suivre à bon rythme. L'opération doit se terminer courant 2025. Avant la mise en place par Enedis de compteurs Linky pour les parcs d'éclairage public. Une disposition qui pourrait entraîner jusqu'au triplement de la facture pour les collectivités. « Agir dès maintenant permettrait non seulement de finaliser le projet dans les délais, mais aussi de préserver les

finances communales face à cette hausse imminente des coûts énergétiques. »

« L'éclairage public représente en moyenne 20 % de la consommation énergétique d'une collectivité, toutes énergies confondues, rappelle le Sdeeg. Et 37 % de la facture électrique. » L'éclairage public sur le territoire, sans être antédiluvien, est malgré tout souvent ancien, de quelques dizaines d'années, et encore plus souvent énergivore. « L'objectif est de consommer moins tout en éclairant mieux, en garantissant la sécurité des biens et des personnes. »

L'option Smart City

La diminution de puissance est de 44 % précise Michel Vacher. Et la durée de vie des LED largement supérieure, avec des coûts d'entretien ré-

duits. « En intégrant des solutions solaires pour certains sites éloignés, comme les abris bus ou les locaux poubelles, le SIE optimise l'autonomie énergétique de ces infrastructures, réduisant encore la dépendance aux réseaux électriques. »

« Ce projet d'éclairage public ouvre la voie à des solutions de ville intelligente, la fameuse Smart City, reprend Michel Vacher. Les luminaires installés seront compatibles avec des technologies de gestion à distance, permettant une meilleure optimisation de l'éclairage selon les conditions de circulation et les événements. Cela pourrait inclure, à terme, la régulation automatique de l'intensité lumineuse en fonction de la présence de piétons ou de véhicules, ou encore des alertes en cas de panne. »